

Service eau biodiversité risques
Unité de gestion des procédures environnementales

Installations classées pour la protection de l'environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 28 MAI 2025
portant levée de mise en demeure du 31 juillet 2024
Société Dépôt Pétrolier de Lorient (DPL)
sites de Kergroise et Seignelay 56100 LORIENT

Le préfet du Morbihan
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu le décret du 7 mai 2025 nommant Monsieur Michaël GALY, préfet du Morbihan ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, et notamment son article 29-1 ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment ses articles 5, 6 et 8 ;

Vu l'arrêté du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement et notamment son annexe 1.3. ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 novembre 1994 modifié par arrêtés complémentaires des 17 décembre 2001, 16 mai 2002 et 21 août 2006, autorisant la société Dépôt Pétrolier de Lorient (dépôt de Kergroise) à exploiter un stockage de liquides inflammables dans son établissement situé Port de commerce 56100 LORIENT ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 janvier 1982 modifié par arrêtés complémentaires des 5 mai 1986, 5 juillet 1990, 17 décembre 2001, 16 mai 2002, 21 août 2006, 17 juillet 2008, 30 novembre 2009, 17 octobre 2011, 18 février 2022 et 3 mai 2022, autorisant la société Dépôt Pétrolier de Lorient (dépôt de Seignelay) à exploiter un stockage de liquides inflammables dans son établissement situé 10 rue de Seignelay 56100 LORIENT ;

Vu l'arrêté de mise en demeure du 31 juillet 2024 pris à l'encontre de la société Dépôt Pétrolier de Lorient (DPL) pour ses sites de Kergroise et Seignelay à LORIENT de respecter les dispositions de l'article 29-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, des articles 5, 6 et 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié et de l'annexe 1.3. de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié ;

Vu les rapports et les propositions du 23 mai 2025 de l'inspection des installations classées rédigés à l'issue de la visite des sites le 30 avril 2025 ;

Considérant que l'annexe 1.3. de l'arrêté du 26 mai 2014 modifié susvisé précise :

« 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.

Elles permettent a minima :

[...]

- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis. »

Considérant que l'article 29-1 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié susvisé précise que :

« Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement »

Considérant que l'article 5 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié susvisé précise que :

« L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. »

Considérant que l'article 6 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié susvisé précise que :

« L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage. »

Considérant que l'article 8 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié susvisé précise que :

« Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :

- l'état initial de l'équipement ;

- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ; »

Considérant que l'exploitant a réalisé les actions correctives et la transmission des justificatifs associés vis-à-vis des dispositions des articles précitées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

ARRÊTE :

Article 1 : Objet

L'arrêté de mise en demeure du 31 juillet 2024 pris à l'encontre de la société Dépôt Pétrolier de Lorient (DPL) pour ses sites de Kergroise et Seignelay à LORIENT est abrogé.

Article 2 : Modalités d'application

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès leur notification.

Article 3 : Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction compétente (tribunal administratif de Rennes) dans les conditions de l'article R.421-1 du code de justice administrative, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Publicité et information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L.171-7 et au I de l'article L.171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne (inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes le

28 MAI 2025

Le préfet

Pour le préfet, par délégation,
Le secrétaire général,

Stéphane JARLÉGAND

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- Mme la sous-préfète de Lorient
- M. le maire de Lorient
- M. le DREAL - UD 56
- M. le DREAL – SPPR
- M. le directeur de la société Dépôt Pétrolier de Lorient (DPL) – 10 rue de Seignelay 56100 Lorient